

Travaux et communications publiques. Programmation. Préparation. Evaluation de contenus. Cycle de conférences : *Sens des sites et mémoire. Cités idéales, des utopies politiques ou sociales aux villes "éclairées" de demain.*

Analyse des effets d'un "réveil" de conscience
dont
L'affichage de l'Histoire : la polémique de "l'effacement".
Transmission. Responsabilité

Gérard Benhamou

"Woke" et "cancel culture". Irruption d'une terminologie

Des courants renouvelés de contestation intellectuelle et politique ont repris des thèmes de lutte contre des oppressions diverses en accusant l'universalisme d'hypocrisie qui se satisfait de son insuffisance. Se désignant comme "antisystèmes", ils ont le plus souvent opté pour des modes activistes de dénonciation personnalisée des opinions opposées et de destruction des marques culturelles ou matérielles qui leur en paraissaient les symboles et laissées dans la mémoire collective. On peut constater que ces modes activistes de mobilisation et d'expression contre des inégalités et des injustices, usent de la réhabilitation de références identitaires collectives et communautaristes pour les opposer à la valeur centrale de l'individu et de l'égalité dans l'universalisme ; et qu'ils retiennent dans leurs déterminants politiques -bien que se désignant comme "antisystème"- plus souvent des postures morales que des mobilisations sociales et économiques, Concernant les traces matérielles de valeurs et de règles dont la réprobation avait été obtenue et encore insuffisamment reniées, l'indifférence à leur simple existence même est dénoncée comme relevant d'une démission dans la nécessité d'en réaffirmer la condamnation et la pérennisation de ces symboles comme une tolérance indue et coupable de banalisation, voire comme l'acceptation passive d'une réhabilitation des valeurs reniables qui leurs sont attribuées.

Aux Etats-Unis d'Amérique, ces démarches ont donné naissance aux désignations :

- "*woke*"¹, concernant la contestation plus générale des référents socio-culturels (et ayant pris une connotation péjorative de la part de ceux qui s'y opposent). On peut évoquer une réminiscence de l'histoire américaine des courants religieux néo puritains dit de "Grand réveil"^{*2}
- "*cancel culture*", annulation et effacement, concernant la suppression des marques du passé.

¹ Au lieu de woken -réveillé- participe passé de wake et awake adjectif.

^{2*} Pour mémoire *Grand Réveil*: "Great awakening" courant d'idées et de débats des églises réformées "non conformistes" au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, à partir de 1740 ; second 1790-1840 ; troisième après 1855.

Position du débat

en ce qu'il relève des références de la morale et de la conduite mémorielle d'une société.

- **Sociologique.** Des courants de pensée du "progressisme" aux USA ont été depuis deux décennies mis en forme de réseaux d'activisme à partir de conflits de société notamment de statuts des minorités. Minorités raciales d'abord : héritage et maintien des ségrégations sociale et culturelle des Afro-américains (et dans une bien moindre mesure des Amérindiens) ; puis des minorités de choix sexuels : intégration LGBT non discriminatoire ; enfin de la lutte contre le sexisme et les abus de comportements masculins commis contre les femmes. Il est à noter que ces déterminants n'incorporent ni critères économiques, ni sociaux et collectifs en tant que tels.
- **Philosophique.** Les courants de ce "progressisme" se réfèrent à des interprétations partielles des écrits de philosophes français (Levinas, Foucault et surtout Derrida) exposant des analyses critiques (déconstruction) du rapport du Sujet à la société. Transposées dans l'héritage social, politique et culturel des U.S.A., ces analyses ont abouti à l'inverse : la reconduction de l'individu à une forme de prédestination par son rattachement (renfermement ?) essentiel à des caractères collectifs et communautaires (ethniques, sexuels, religieux...). "L'intersectionnalité" recherchée ne se produit pas, l'intention d'agir pour un système plus ouvert se mue en discours d'un système fermé.

- **Généralisation.** La sensibilité aux inégalités imposées aux minorités raciales et sexuelles a amalgamé d'autres questionnements du *statut de la différence*.

Ainsi les conditions faites aux femmes ont conduit à redéfinir une morale du "genre"; et des référents religieux et ethniques ont servi à la transposition des situations de fractures sociales, en identifications d'oppressions et de ségrégations minoritaires.

- **Diffusion.** En même temps que les manifestations publiques ont été produites aux media par des groupes militants, elles ont été complétées par des formulations idéologiques issues de groupes étudiants et de milieux universitaires. La propagation massive et instantanée par les réseaux sociaux a atteint ainsi une grande diversité sociologique et de classes d'âges, dans une tonalité de "tendances" et notamment par l'intermédiaire "d'influenceurs"; le forum numérique a donc exposé des prises de positions politiques: à des manipulations, aux révisionnismes et négationnismes, aux théories des complots...

- **Politique.** La perversion du *statut de la différence* par la morale identitaire et communautaire accroît la *brèche démocratique* au détriment de la gestion rationnelle des conflits et des rapports de forces au sein du contrat social. En effet elle ajoute à l'ambiguïté de la confortation mutuelle et pourtant contradictoire entre: entre d'une part le "libertarisme" qui prône la défense d'une liberté individuelle absolue sans les garanties de libertés collectives et isole les personnes, et d'autre part "l'a-libéralisme" qui veut établir la domination de la majorité, sur des minorités et différences non reconnues et privées de droits, justifiant l'annihilation du pluralisme démocratique.

Qualification. Description

Un courant de **renouveau de Conscience** (son "réveil", qualifié -péjorativement- de *woke*)

- des problèmes d'inégalités humaines, droits civiques et justice sociale, infligées aux minorités raciales, religieuses et à la condition féminine: antiracisme, défense des droits LGBT, antisexisme et marques du genre...
- étendu quelquefois à la conscience écologique: modes de consommation (frugalité), bien-être animal, règles alimentaires...
- et allant jusqu'à l'énoncé d'une morale, donnée en sens pour une nouvelle réponse au *statut de la différence*

Modes d'action

Appels à un activisme militant contre les ségrégations et marginalisations;
sous la forme insurrectionnelle et selon les formulations de tribunal autoproclamé: sommations, campagnes de dénonciation et ostracisation...

Evaluation

Apport

- Mobilisation des opinions publiques sur l'évolution non aboutie en faits de société et destiné à accroître des capacités d'inclusion des individus par les sociétés, dans la continuité historique de l'identification et de la formulation du progrès par l'universalisme rationnel.
- Exercice du Droit d'inventaire de l'Histoire, de ses réinterprétations et complémentations. Sous réserve qu'il ne conduise pas jusqu'à la "révision", négation ou falsification.

Examen critique, politique / libertés

- Restriction de l'anonymat égalitaire des libertés individuelles.
- Production d'un conformisme d'opinion (dans le sens de la sécrétion d'un nouveau conformisme par la réaction binaire à l'ancien). Moralisme du conformisme obligé, "politiquement correct".
- Censure. Restriction de la liberté d'expression. Intolérance à l'endroit des opinions divergentes.
- Détournement d'intention des activités intellectuelles et de la création

Examen critique, **philosophique**

- Condamnation abusive, au nom de leur insuffisance de réalisation, de principes de l'universalisme progressiste privilégiant la place dans le pacte social de l'individu sur la seule définition de sa personne.
- Référence constitutive aux discriminants de l'identitarisme et devenant exclusive (influence de la culture anglo-saxonne de juxtaposition communautariste).

Examen critique : **amalgames et dévoiements des statuts de la différence**

- Associations idéologiques faites sur des critères subjectifs et avec peu de rigueur critique. Ainsi la défense efficace de l'intégrité individuelle des femmes et de l'égalitarisme de la condition féminine, ne relève que pour une faible part des polémiques du "genre".
- Exploitation idéologique de similitudes apparentes de situations, conduisant à des transpositions et des amalgames en contre sens des spécificités réelles, pour en faire des critères séparatistes. Ces confusions peuvent servir les intentions opportunistes de tenants de la radicalisation communautariste. Ainsi la dénonciation d'un racisme islamophobe assimile une religion pratiquée dans la liberté individuelle de conscience, à un critère ethnique ; elle l'additionne aussi à une identification socio-économique et même à la survivance d'une domination post coloniale. Ainsi de même quand le souhait de justifier l'antisionisme géopolitique fonde sa judéophobie dans l'antisémitisme.

Examen critique, **sociologique**

- Instauration de politiques volontaristes "d'inclusion" (gestion de "quotas") dont la légitimité n'est pas établie (droits abusifs de la minorité ; sur-représentation) ;
- qui établissent un recensement ségréatif sur des critères discriminants (raciaux, sexuels, religieux...) et contraires à l'anonymat égalitaire des libertés individuelles ;
- qui annihilent l'émulation sociale égalitaire (affectation et promotion par compétence et pertinence, "méritocratie") ;
- et qui font encourir des risques importants aux politiques de cohésion (à défaut d'intégration-assimilation).

Examen critique, de **légitimité juridique**

Activisme de dénonciation et ostracisation : justice collective auto proclamée par auto saisine sans procédure légale.

Aux risques des personnes : déconsidération des individus, ségrégation individuelle ou collective, ostracisme, harcèlement ("lynchage").

Examen critique, **idéologique**

- Rupture et subversion des ressorts de gestions des confrontations et de dialogues sociaux ; avec l'objectif de création d'une situation insurrectionnelle puis révolutionnaire.
- "Déconstruction" des schémas collectifs, sociaux et culturels, qui inclut la négation du contrat démocratique. Avec quel objectif de création d'une autre légitimité de pouvoir ? et jusqu'à quelle reconduction à une radicalité totalitaire ?

Examen critique, **polémique / motifs fournis aux analyses désignées antagonistes**

- Le dénigrement des principes universalistes de défense des groupes minoritaires (rapport du Droit des minorités dans les majorités) ; en les présentant comme l'héritage -et qualifié de "néo colonial"- ayant servi d'habillage à la dictature illégitime et discrétionnaire de dominants sur des dominés ou des minorités.
- La dévalorisation de la contestation systémique (économique, sociale et politique) de l'organisation des sociétés portée le plus souvent par les courants politiques de Gauche, historiques ou même radicaux ; en la réduisant aux seuls conflits additionnés de communautarismes identitaires, au détriment des autres moteurs de cohésion, nationale ou transnationale.
- La survalorisation *a contrario* des argumentaires de "l'a-libéralisme" qui use d'accusations de manipulations idéologiques et minoritaires, pour justifier la réaffirmation des droits d'autorité de la majorité exprimée sous forme plébiscitaire et le renoncement au pluralisme démocratique.

La conséquence sur la transmission et l'Histoire

La propagation d'une **culture de l'effacement -de l'annulation ***

au nom de valeurs retenues sur un mode discrétionnaire, veut :

mettre en accusation la place dans la mémoire collective, tant de personnalités que d'œuvres, et les bannir de l'histoire officielle et de l'espace public ("mise au pilori")

*qualifiée de "**cancel culture**" : annulation-suppression, jusqu'à la négation

Vieux français : cancellation, annulation écrite par ratures

Contre-argumentaire de l'évaluation critique / Mémoire

Respecter la rigueur des protocoles d'appréciation.

- Effacer, c'est contrefaire.

L'effacement est une transmission incomplète qui conduit à la négation des réalités.

Le droit d'inventaire autorise les découvertes et les compléments, et donc ouvre aux corrections et aux rectifications, sur des savoirs vérifiés, pas à la "révision".

En effet le révisionnisme peut conduire à un négationnisme en miroir.

- Le propre du questionnement est de laisser ouverte la Connaissance ; il ne peut être forcé.

La transmission des faits ne peut être sous conditions : ni des préconçus idéologiques, ni des revendications identitaires. L'Histoire ne peut comprendre l'effacement négateur.

Le savoir mémoriel n'a pas à devoir distinguer, des femmes, des hommes et des actions, entre ce qui serait reconnu positif ou progressif, et ce qui serait désigné régressif. L'Histoire n'a pas à se voir assigner les choix de la commémoration et devoir osciller entre celles qui sont sacralisées et celles jugées inacceptables.

Se prémunir des effets.

- Négation de la valeur efficace de l'enseignement en pourvoyeur de repères.

- Rupture de la transmission ; rendue incomplète.

Effondrement et déstructuration du patrimoine, tant immatériel (sensibilités, us et coutumes...), que culturel (Langue, Connaissance, Arts...)

L'expérience des antériorités.

- Très nombreuses destructions d'effigies, inscriptions et sites, depuis les temps reculés jusqu'aujourd'hui, après des changements de conquêtes, dominations, pouvoirs...

"Vandalisme" : destruction-effacement des références antérieures sur les monuments publics (ainsi désigné lors de la Révolution française par le député Henri Grégoire pour les dénoncer).

- Négation de l'Écrit : mise à "l'Index" papale, bûchers publics, interdits des dictatures...

Falsifications de documents et réécriture de "récits" par les propagandes modernes et contemporaines.

La symbolique des sites.

L'instantanéité médiatisée rend désormais aux lieux une densité de sens que l'institutionnalisation de la mémoire peut avoir épuisée, et les replace en sujets de débats.

A juste titre ou non, des sensibilités s'opposent en force à la présence dans l'espace public de symboles anciens d'idéologies dénoncées. L'activisme d'un conformisme d'opinion et la censure d'un "politiquement correct", imposent le refus de : dénominations, d'inscriptions, monuments...

Ainsi, passer sous silence le passé contestable ou seulement contesté d'un site, expose à la polémique, pour le moins au soupçon de déni, ou même à l'accusation d'en être apologue.

Pourtant faire disparaître les sites et monuments d'un passé réprouvé peut aussi en faire disparaître les preuves, autant qu'en banaliser la présence risquerait de le normaliser.

La clairvoyance préconise d'**éclairer la Mémoire par celle des lieux.**